



Déclaration liminaire de la FSU au CDEN du 5 novembre

LA COUPE EST PLEINE, LA COLÈRE DÉBORDE !

Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur académique

La FSU-Drôme se fait ici le porte-parole de l'exaspération de tous les personnels de l'Éducation Nationale devant la gestion de la crise sanitaire par le Ministre de l'Éducation et plus largement par le Gouvernement.

Nous en avons assez de cette instrumentalisation de l'épidémie qui conduit à réduire toujours plus les droits des personnels et la démocratie. Il n'y a pas de meilleur exemple que ce CDEN qui se tient de manière dématérialisée : il faut une bonne dose d'incohérence ou de cynisme pour expliquer qu'on ne peut réunir 30 adultes responsables, masqués dans une grande salle, pas même en visio-conférence, alors qu'une bonne partie d'entre eux peut aller travailler face à 30 ou 35 élèves, dans des salles plus exiguës, accessibles par des couloirs bondés. C'est sans doute que notre parole dérange et ne cadre pas avec les déclarations d'autosatisfaction qui prétendent que « l'École n'est pas un lieu de contamination ».

Nous en avons assez du mépris affiché par le Ministre qui alterne ordres et contre-ordres lesquels empoisonnent le travail des personnels, à commencer par les directeurs d'école sommés au dernier moment d'adapter et d'appliquer le protocole, de programmer et déprogrammer les horaires de rentrée. Mais surtout quelle indignité de la part du Ministre, lorsqu'il revient sur ses engagements et réduit l'hommage à notre collègue Samuel Paty à une minute de silence, privant les personnels du temps d'échange et de coordination initialement accordé ! Quant à la parole des enseignants en direction des usagers du service public d'éducation, elle est une nouvelle fois affaiblie et discréditée.

Nous sommes exaspérés par le fossé existant entre la réalité de nos établissements et le discours officiel vantant les mérites d'un protocole prétendument renforcé qui entretient l'illusion de la sécurité. Dans les conditions actuelles, affirmer que l'École n'est pas un lieu de contamination est faux : entre les effectifs chargés du Primaire et du Second Degré, les locaux ne permettant pas la distanciation, le brassage inévitable des écoliers répartis dans les autres classes faute de remplaçants disponibles (*12 classes non remplacées le lundi de la rentrée rien que sur la seule circonscription de Romans-sur-Isère*) , le brassage des lycéens dans les différentes spécialités, dans les groupes de langues, les couloirs et les salles de restauration bondés, l'aération insuffisante, tous les facteurs sont réunis pour la propagation du virus.

Nous sommes exaspérés par la surdité du Ministre et du Gouvernement qui ignore nos alertes et nos demandes depuis le mois de mai dernier. Rien n'a été sérieusement anticipé, au point qu'on en est réduit à faire porter des masques aux enfants de 6 ans. Pour garder l'École ouverte, ce que la FSU souhaite comme d'autres, il faut des mesures d'urgence et ce n'est pas le budget prévu qui y pourvoira : les moyens insuffisants attribués au Premier Degré pour baisser très partiellement les effectifs sont le résultat des coupes imposées au Second Degré. Second degré qui devrait, d'après les annonces

budgétaires pour 2021, perdre encore 1800 postes mais crouler sous l'équivalent de 2500 ETP en heures supplémentaires, qui ne pourront être prises faute de personnels. Présenter ces mesures comme « exceptionnelles » relève d'une entreprise de communication pathétique.

Trop, c'est trop ! Il y a peu, on faisait de nous des héros de la laïcité, dignes du respect de la Nation. Alors, entendez et relayez nos exigences. Il faut un plan d'urgence dès aujourd'hui pour dédoubler toutes les classes, réquisitionner des locaux, recruter des personnels enseignants, AESH, médico-sociaux, de surveillance et de vie scolaire, des agents territoriaux. Cela ne pourra se faire qu'avec un collectif budgétaire.

Refuser ces évidences, c'est laisser le virus se répandre et compromettre l'avenir de la jeunesse. C'est pourquoi, la FSU prendra ses responsabilités : puisque l'appel à la raison s'est avéré inopérant, nous procéderons par la mobilisation et le rapport de force. C'est pourquoi la FSU, avec FNEC-FP-FO, la CGT Educ'action, le SNALC, SUD Éducation, le SNCL-FAEN, appellent l'ensemble des personnels à faire grève le mardi 10 novembre.